

à leur choix, celle de Vincennes ou celle de Saint-Maixent.

N'y a-t-il point là une omission au préjudice des secrétaires d'état-major et du recrutement? Ceux-ci n'ont qu'une porte ouverte, celle du concours pour les vétérinaires; cela ne suffit pas.

On sait que le ministre de la guerre a prescrit d'afficher dans les salles d'honneur des casernes un tableau représentant le principal fait de guerre par lequel chaque régiment s'est particulièrement illustré.

Les officiers de la section historique ont fait des recherches dans ce but. Ils ont décrit le théâtre du fait de guerre, en ont retracé les principaux épisodes et ont donné d'exactes enseignements sur les uniformes des troupes.

Ce travail s'opère par séries de dix tableaux, dont la première est déjà terminée. Elle comprendra les régiments suivants :

78^e régiment d'infanterie : prise d'un drapeau autrichien à Solferino, 1859 ;

1^{er} régiment de zouaves : assaut de Malakoff, 1855 ;

3^e régiment de cuirassiers : charge à Reichenow, 1870 ;

1^{er} dragons : combat de Wörth, 1794 ;

12^e hussards : charge à Marengo, 1800 ;

7^e chasseurs à cheval : charge à Hohenlinden, 1801 ;

1^{er} chasseurs d'Afrique : charge aux Cinq-Bataillons contre les réguliers d'Ab-el-Kader, 1839 ;

11^e d'artillerie : bataille de Solferino, 1859 ;

1^{er} du génie : prise des batteries Gervais à Sébastopol, 1855 ;

Régiment des sapeurs-pompiers de Paris : sort du colonel Froidevaux.

La seconde série, consacrée aux régiments d'infanterie et aux bataillons de chasseurs, sera prête en septembre.

Ce travail sera terminé dans quatre ou cinq ans.

Disons enfin que ces tableaux figureront au Salon à mesure qu'ils seront exécutés.

CHRONIQUE LOCALE ET DE L'OUEST.

SOCIÉTÉ DES COURSES DE SAUMUR

Les personnes auxquelles la liste de souscription de la Société des Courses n'aurait pas été présentée ou qui auraient été absentes de chez elles lors de sa présentation, désirant faire partie de la Société, sont priées de se faire inscrire chez M. Proust, rue de Bordeaux, ou chez le Concierge de la Mairie.

L'ÉPURATION DU PERSONNEL

Les radicaux ont tant dit et tant fait qu'ils ont réussi à obtenir une nouvelle épuration du personnel des fonctionnaires. Les préfets ont été invités à faire le dossier de chacun. A ce sujet, le journal le *Temps* fait quelques réflexions fort justes. Il se demande quand finira cette manie de l'épuration et quelles seront ses limites. Nous le citons, parce qu'il nous paraît bon de montrer l'état d'esprit des républicains qui n'ont pas perdu le sens pratique en même temps que le sens moral :

« Nous sommes loin de prétendre, dit le *Temps*, que la République n'ait qu'à fermer les yeux sur les incorrections de conduite de ceux qui la servent, et, à plus forte raison, sur leur infidélité. Elle doit les rappeler au devoir lorsqu'ils s'en écartent, et elle fera même bien de les révoquer si l'écart a été trop fort. Mais il faut, pour frapper ainsi les gens, d'autres raisons que de simples suspensions politiques, et il n'y a même pas à s'enquérir des opinions ou tendances particulières du plus grand nombre des agents de l'administration publique, pourvu qu'ils aient bonne tenue et qu'ils ne fassent aucune sorte d'opposition au gouvernement établi.

« Que l'on change, en certaines circonstances, des préfets ou certains chefs de service introduits dans l'administration par la victoire d'un parti, cela est naturel et souvent nécessaire; les fonctionnaires de cet ordre sont entrés dans l'administration par la politique, c'est par la politique qu'ils en sortent; ils sont victimes des risques au devant desquels ils ont couru.

« Mais le grand personnel, celui à qui la carrière a été ouverte par les examens, les concours, le surnumérariat, et qui péniblement y a conquis de modestes emplois, avec l'espérance d'un lent avancement et d'une retraite, devrait être à l'abri des orages, car on n'a rien de plus à lui demander que de bien servir l'Etat, de ne point se compromettre dans les affaires électorales et de se tenir dans la plus stricte réserve en fait d'appréciations sur le gouvernement.

« Si les fonctionnaires n'ont pas la propriété de leur fonction, comme les officiers ont celle de leur grade, il importe de reconnaître au moins qu'une sorte de contrat a été passé entre eux et l'Etat quand l'Etat les a admis à ses emplois. L'Etat s'est assuré de leur capacité, il a pris à leur sujet des garanties de toute nature.

« En retour, il leur a promis de leur ouvrir une carrière où la sécurité compense la médiocrité des traitements, il a même contracté l'engagement de leur servir une retraite, dans des conditions que la loi a déterminées, et il opère des retenues mensuelles sur leurs traitements pour alimenter justement la Caisse des retraites.

« Tout ceci ne constituerait donc pas un engagement réciproque? Et il suffirait qu'un ministre obéît aux caprices de la première

majorité venue pour que l'engagement fût déchiré? Que deviendrait alors le recrutement du personnel administratif? Qui consentirait à entrer dans une carrière aussi peu sûre?

« Il n'est que trop certain que notre administration serait ruinée. Ça été, du reste, une constante tradition du parti libéral qu'il ne fallait point rechercher les opinions des fonctionnaires et que ceux-ci (excepté bien entendu les préfets) devaient être constamment tenus à l'écart de la politique.

« On irait loin si l'on abandonnait ces sages traditions; on courrait tout de suite à la candidature officielle, avec menace de révocation pour quiconque ne se serait pas consacré avec assez d'ardeur au succès des candidats agréables.

« Avons-nous assez condamné ces pratiques méprisables sous l'Empire? A plus forte raison, la seule perspective de tomber peu à peu dans ce genre de démoralisation administrative nous devrait faire horreur sous le régime républicain.

LE PRIX DU CHANVRE

A la date du 9 décembre 1884, la majorité républicaine de la Chambre a voté un traité de commerce avec l'Italie.

A la séance du 12 mars 1882, la même majorité a voté un traité avec la Belgique.

Dans ces deux traités, qui nous engagent pour dix ans, on accorde aux chanvres et aux lins étrangers l'entrée en France sans payer le moindre droit.

Les chanvres de Russie sont traités avec la même faveur que ceux d'Italie et de Belgique.

Or, cette année, la récolte des chanvres s'annonce comme devant être excellente dans toute l'Europe.

Le marché français ne va donc pas tarder à être envahi par les produits étrangers, et nos cultivateurs ne pourront vendre les leurs qu'à vil prix.

Ils vont ainsi recueillir les fruits de l'imprévoyance du gouvernement républicain.

(Petit Courrier.)

JURISPRUDENCE

QUÊTES A DOMICILE.—AUTORITÉ MUNICIPALE

L'autorité municipale est sans droit pour interdire de faire des quêtes à domicile; l'arrêté par elle pris à cet égard est illégal et non obligatoire.

« Attendu, dit l'arrêté de la Cour, qu'aux termes des articles 3, titre II de la loi des 16-24 août 1790, et 46 de la loi du 27 janvier 1791, l'autorité ne peut réglementer par des arrêtés que ce qui intéresse la sûreté, la salubrité publique, l'ordre, la viabilité, la police des lieux publics.

« Attendu qu'une quête faite à domicile ne rentre dans aucune de ces matières; que cet acte en lui-même ne porte pas atteinte à l'ordre public; que, s'il était l'occasion d'exigences ou de manœuvres frauduleuses, il tomberait sous la répression de la loi pénale; que l'arrêté du maire de Saint-Cyr-sur-Menthon, en date du 4 juin 1883, interdisant dans la commune toute quête à domicile, de quelle nature qu'elle soit, sans autorisation, excédait donc les limites de l'autorité municipale; — d'où il suit qu'en refusant de sanctionner par une répression pénale l'infraction à cet arrêté, le jugement attaqué du juge de paix de Pont-de-Veyle (Ain) n'a aucunement violé l'article 471, § 45, C. pén.;

« Rejette, etc. »

LES MONNAIES AYANT COURS

Le ministre des finances fait publier au *Journal officiel* l'avis suivant :

L'administration croit devoir rappeler au public qu'à l'exception des monnaies de l'Union latine, c'est-à-dire des monnaies belges, grecques, italiennes et suisses, aucune monnaie d'argent n'est acceptée dans les caisses publiques.

Ceux qui recevraient d'autres monnaies d'argent que celles mentionnées dans le tableau ci-après s'exposeraient à subir une perte correspondant à la différence qui existe entre la valeur nominale et la valeur intrinsèque du métal qu'elles contiennent.

Monnaies d'argent étrangères acceptées par les caisses publiques de la Banque de France.

1^o Pièces de cinq francs belges, grecques italiennes et suisses;

2^o Pièces de deux francs, un franc, cinquante centimes et vingt centimes ;

Belges, au millésime de 1866 et des années suivantes;

Grecques; au millésime de 1863 et des années suivantes;

Italiennes, au millésime de 1863 et des années suivantes;

Suisses, au millésime de 1866 et des années suivantes.

Ecole de Tir du 3^e bataillon du 70^e régiment territorial d'infanterie, à Saumur.

Vingt-sixième séance du 25 juillet 1886.

Fusil Gras, à 200 mètres.

1^{er} prix, M. Puichaud; 2^e prix, M. Dous-sain; 3^e prix, M. de Guibert.

Médailles : MM. Milon et Baqué. — Mention honorable, M. Perreau.

Prix d'honneur, M. Baqué; médaille, M. Perreau.

Vingt-septième séance au Stand des Récollets, le dimanche 4^e août 1886, à 4 heures du soir. — Carabine 6 et 9 ^m/_m et pistolet, à 42 mètres.

Le Capitaine-Président,
G. DOUSSAIN.

L'ACCIDENT DE LA LIGNE DE SAUMUR A CHATEAU-DU-LOIR

Un des correspondants du *Patriote* s'est rendu sur les lieux de l'accident et adresse les renseignements suivants :

L'accident s'est produit à cinq heures du matin, au gué Peroux, commune de Couesme, à 2 kil. 400 de Château-la-Vallière, par suite d'un affaissement de la voie.

A cet endroit, le remblai a cinq mètres d'élevation et la rampe est excessivement brève.

La locomotive, après avoir pirouetté sur elle-même, est venue s'aplatir au bas de la rampe, brisée, tordue, profondément engagée dans les terres, recouvrant une partie du tender dont les roues sont en l'air.

Le train lui-même a été précipité sur la rampe. Le premier et le deuxième wagon, hachés, recouvrent le fourgon d'où le chef de train a pu se dégager sans trop de mal.

Les autres wagons, les roues profondément enfoncées dans la rampe, serrés les uns contre les autres, chacun appuyé sur celui qui précède et retenu par celui qui suit, se trouvent suspendus sur le flanc du remblai, renversés dans des positions d'équilibre inconcevables. Si, par malheur, les liens avaient rompu, tous les voyageurs étaient tués ou blessés.

Le chauffeur a été tué sur le coup; le mécanicien a été grièvement blessé. Une femme a été subitement prise de folie. Les voyageurs, au nombre de quarante, n'ont que de légères contusions, mais ils ont eu toutes les peines du monde à se dégager des wagons, par les toits, par les flancs, par des trous faites dans le sable.

Les ennemis du curé de Pioussais (Deux-Sèvres), n'ayant pu faire mettre en prison ce vénérable prêtre, sont parvenus à lui faire suspendre son traitement.

C'est une nouvelle persécution qui ne fera qu'augmenter les sympathies dont jouit M. le curé de Pioussais.

Le VIII^e CONGRÈS NATIONAL DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES DE GEOGRAPHIE s'ouvrira à Nantes, sous la présidence de M. Bouquet de la Grye, membre de l'Institut, le 4 août prochain, à 2 heures, pour se clore le 9 du même mois.

Nous recommandons tout particulièrement à nos lecteurs les *Eaux-de-vie blanches* préparées spécialement pour la conservation des fruits et la fabrication des liqueurs, et vendues 4 fr. 30 le litre; qualité supérieure, 4 fr. 80 le litre pesant 50 degrés.

ÉPICERIE CENTRALE, 28 et 30, rue Saint-Jean, Saumur.

Éviter les contrefaçons

CHOCOLAT MENIER

Exiger le véritable nom

